MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité



BRÈVES SECTORIELLES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 23 au 27 novembre 2026

Faits marquants

Sommet UE-Royaume-Uni 2026

Le deuxième sommet entre l'UE et le Royaume-Uni s'est tenu le 20 novembre à Bruxelles. Les deux parties ont conclu les négociations de trois accords, (i) sur un espace commun sur les standards sanitaires et phytosanitaires (SPS), (ii) sur le couplage des marchés de quotas d'émission (Emission Trading Scheme – ETS) et (iii) sur la mobilité des jeunes (Youth Experience Scheme – YES). Ce sommet a également été l'occasion d'aborder des sujets transverses tels que les migrations, le numérique, la défense et la sécurité économique.

Le gouvernement britannique prévoit par ces trois accords des retombées économiques estimées à 17 Md£ par an pour l'économie britannique d'ici 2040, soit une hausse de 0,5 % du PIB. L'accord SPS devrait en effet faciliter les échanges, réduire les coûts pour les entreprises et contribuer à limiter la hausse des prix alimentaires via la suppression de la plupart des contrôles sanitaires et des formalités administratives sur les produits agroalimentaires et végétaux ainsi que des certificats sanitaires d'exportation (+5,1 Md£ de bénéfices par an d'ici 2040).

L'accord ETS vise à relier les deux systèmes d'échange de quotas d'émission de carbone, afin de créer un unique marché carbone et prévoit l'exemption mutuelle des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières respectifs (+3,8 Md£ de bénéfices par an d'ici 2040).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces deux accords, le gouvernement britannique a déposé le 26 novembre au Parlement un projet de loi-cadre intitulé European Partnership Bill établissant un cadre juridique pour l'alignement dynamique du Royaume-Uni sur

le droit européen dans certains domaines définis, tel que prévu par les accords négociés.

Enfin, l'accord YES établira un nouveau programme réciproque destiné aux jeunes de 18 à 31 ans leur permettant de vivre, travailler, étudier ou voyager dans l'autre territoire pendant une durée maximale de trois ans, dans le cadre d'un dispositif soumis à un quota de 100 000 personnes et à l'obtention d'un visa.

Lors de la conférence de presse à Bruxelles, le Premier ministre Andy Burnham a indiqué que le Royaume-Uni envisage désormais une relation plus étroite avec l'UE. Il propose d'engager, d'ici au prochain sommet de 2027, une réflexion informelle avec l'UE sur les différentes options envisageables, sans exclure a priori une évolution plus ambitieuse de la relation. Les décisions de long terme, y compris sur une éventuelle réadhésion, relèveraient toutefois de la prochaine législature britannique, soit après les élections prévues en 2029.

L'opérateur du réseau électrique émet un nombre inédit d'alertes sur l'état de tension du réseau

L'opérateur du système électrique britannique (NESO) a sollicité le marché, via des « electricity margin notices », pour obtenir des approvisionnements en électricité supplémentaires à un niveau sans précédent, notamment sur trois jours consécutifs et avec une durée de 14 heures pour celui de jeudi. Cela porte à 11 le nombre total d'alertes émises cette année, soit un chiffre supérieur au cumul des cinq années précédentes.

Les alertes émises cette semaine s'expliquent principalement par des contraintes liées à l'acheminement de l'électricité produite par les parcs éoliens en Écosse vers les consommateurs en Angleterre, ainsi que par le froid, qui a fait grimper la demande en électricité.

L'opérateur a précisé que 6,9 GW de production n'ont pas pu être utilisés mardi 24 en raison de contraintes sur le réseau.

Energie-climat

Le régulateur confirme la hausse au 1er janvier de 26 % du « price cap » sur les factures d'énergie

Conformément aux dernières estimations réalisées la semaine précédente par des observateurs, le régulateur de l'énergie Ofgem a confirmé que la révision trimestrielle des prix plafonds pour le gaz et l'électricité conduirait le 1er janvier 2027 à une hausse de 26% de la facture d'énergie pour un ménage moyen utilisant électricité et gaz, dont la facture annuelle passerait de 1723 £ à 2166£.

Plus précisément, les tarifs unitaires par kWh passeront de 26,32 à 32,69 pence pour l'électricité, et de 7,97 à 10,96 pence pour le gaz. Ces tarifs unitaires, ainsi que les charges journalières fixes, seront alors plus élevés qu'en 2022.

Environnement

Des tests sur la qualité de l'air intérieur sont menés dans des maisons « témoins »

L'université d'York mène des travaux sur la qualité de l'air intérieur des logements à travers des mesures et expérimentations réalisées au sein de deux maisons construites à cet effet, l'une reflétant la construction usuelle du Royaume-Uni au cours des 30 dernières années, l'autre appliquant des objectifs ambitieux d'efficacité énergétique.

Les chercheurs suivront les pics de concentration de substances issues d'activités quotidiennes (cuisine, produits d'entretien…) à mesure que ces substances se mélangent, circulent entre les pièces et se dispersent vers l'extérieur.

Si les premiers résultats indiquent une moindre pollution aux substances provenant de l'extérieur (PM, ozone) à l'intérieur de la « maison du futur » par rapport à un logement classique, les travaux étudieront également les besoins de ventilation et de protection solaire pour éviter des effets négatifs en période chaude.

Industrie

Babcock signe un contrat de 8,7 Md£ pour la maintenance des sous-marins de la Royal Navy

Babcock International a signé le 26 novembre avec le gouvernement un contrat de 8,7 Md£, le plus important de son histoire, pour assurer la maintenance et le soutien des sous-marins de la Royal Navy. Ce contrat de cinq ans pourrait être prolongé de dix ans supplémentaires.

Il succède à un précédent contrat quinquennal de 3,5 Md£, arrivé à échéance fin mars puis prolongé à deux reprises jusqu'à fin novembre. Il devrait créer environ 3 000 emplois et soutenir 2 500 postes d'apprentis et de jeunes diplômés.

Le groupe assure la maintenance et la réparation de l'ensemble des sous-marins nucléaires britanniques sur le chantier naval de Devonport, à Plymouth.

Pour le ministre de la Défense Wes Streeting, ce contrat s'inscrit dans les efforts du gouvernement pour préparer le pays à un conflit d'ici 1000 jours. Il a affirmé que la dissuasion nucléaire serait prioritaire, même si cela impose de réorienter des crédits depuis d'autres ministères.

Transports

La commission des transports de la Chambre des Communes juge que le gouvernement n'a pas « suffisamment justifié » la troisième piste d'Heathrow

La commission des transports de la Chambre des communes a examiné le projet de déclaration de politique publique qui doit permettre l'extension d'Heathrow (Heathrow Expansion National Policy Statement), un projet de 33 Md£, et estime dans son rapport que le gouvernement a « échoué à démontrer » l'intérêt d'une troisième piste. Selon elle, le projet ne générerait qu'une croissance économique modeste, concentrée sur Londres, et ses coûts climatiques et sociaux seraient supérieurs à ce gain. La présidente de la commission, Ruth Cadbury, a indiqué que le projet aurait une contribution nette négative, et a invité le gouvernement à se concentrer sur les projets de renforcement des infrastructures ferroviaires.

Elle rappelle que le Climate Change Committee a déjà jugé l'extension incompatible avec les budgets carbone et l'objectif de neutralité carbone, dans le cadre des politiques actuelles. Elle

demande aussi de renforcer les critères relatifs à la qualité de l'air et au bruit, et pointe l'incertitude sur le coût final du projet, qui pourrait peser sur les compagnies et les passagers, ainsi que l'absence de plans solides pour la desserte ferroviaire de l'aéroport.

L'aéroport d'Heathrow a averti qu'à défaut d'un feu vert clair avant la fin de l'année, ses investisseurs réexamineraient le projet. Le directeur général de l'aéroport, Thomas Woldbye, estime que l'essentiel des éléments disponibles plaide toujours en faveur de l'extension.

Le bénéfice annuel d'EasyJet chute de 96% en raison de la hausse des prix du carburant et du recul de la demande.

Dans un contexte de tensions sur l'approvisionnement en carburant et de baisse de la demande liées au conflit au Moyen-Orient, la compagnie low-cost britannique EasyJet a partagé ses résultats annuels, faisant état d'une année particulièrement difficile pour le transport aérien. Les profits annuels de l'entreprise sont passés de 658 M£ en 2025 à 24 M£ en 2026, tandis que le chiffre d'affaires a augmenté de 6 %.

Pour faire face à des prix du carburant toujours élevés, EasyJet a déjà annoncé la suppression de 700 000 sièges supplémentaires dans son programme d'hiver. La compagnie prévoit aussi environ 250 M£ d'économies d'ici 2028 en retirant plus tôt que prévu ses avions les plus anciens et les plus gourmands en carburant. Son directeur général, Kenton Jarvis, prévient que la hausse du carburant pèsera fortement sur les prix des billets l'an prochain.

Il s'agit des derniers résultats annuels d'easyJet avant son rachat par le fonds américain Apollo pour 5,7 Md£, approuvé par les actionnaires début novembre et attendu au premier trimestre 2027. La hausse des prix du carburant a provoqué cette année plusieurs faillites dans le secteur, dont celle de Spirit aux États-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Industrie, Transports), Lilian Tretout (Energie, Climat, Environnement), Lucien Thiers, revue par Karine Maillard.
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr